

STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
INTERNATIONAL
TRADE.

MINISTRE
DU
COMMERCE
EXTÉRIEUR.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE L'HONORABLE JAMES KELLEHER,
MINISTRE DU COMMERCE
EXTERIEUR, DEVANT LA CHAMBRE
DE COMMERCE CANADA-ROYAUME-
UNI

LONDRES,
LE 12 NOVEMBRE 1984

Mes Lords, Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous remercier, M. Wain, de votre accueil chaleureux et de votre généreuse présentation. Au reçu de l'invitation de la Chambre de commerce Canada-Royaume-Uni, j'ai consulté mes fonctionnaires. Ils n'ont pas hésité à me conseiller d'accepter et, à l'appui de leurs recommandations, ils m'ont fourni les raisons suivantes:

La Grande-Bretagne vient au troisième rang de nos partenaires commerciaux et au second comme source d'investissements directs. Elle est de loin notre plus important partenaire au sein de la Communauté européenne. La "City" est l'un des principaux centres financiers du monde. Londres est une des plaques tournantes du commerce international, et il s'y prend des décisions sur des grands projets d'équipement exécutés partout dans le monde.

Mais, fait plus important encore, la relation économique entre le Canada et le Royaume-Uni est porteuse de possibilités de coopération qui sont à notre avantage mutuel. Il faut exploiter ces possibilités dès maintenant.

Et c'est pourquoi je suis ici aujourd'hui. C'est d'ailleurs ma première visite à l'étranger à titre de ministre. C'est aussi parce que vous êtes, à titre de représentants du monde des affaires et des finances du Royaume-Uni et du Canada, les principaux acteurs de la collaboration nécessaire pour réaliser notre potentiel dans l'avenir. Je suis ici aujourd'hui avec ma délégation, y compris Frank Petrie, Président de l'Association canadienne d'exportation, pour vous parler du Canada et de la relation entre le Canada et le Royaume-Uni. Votre organisme regroupe la plus importante concentration de gens d'affaire du Canada à l'étranger.

Je sais que votre organisation sera un des principaux acteurs dans la recherche des initiatives nouvelles nécessaires pour réaliser ce potentiel. Nous accordons la plus haute importance au rôle que vous jouez ici et nous pouvons faire de grandes choses ensemble.

C'est certainement un plaisir pour moi que d'être à Londres. J'ai une fille qui fait ses études à East Anglia et elle a réussi à s'arracher aux richesses de l'éducation supérieure pour m'aider à récupérer du décalage horaire. Je ne suis pas pour autant convaincu que Londres soit le meilleur endroit où se reposer. Il y a tout simplement trop de choses à faire dans cette ville.

Avant de continuer mon examen de nos relations économiques bilatérales, j'aimerais vous parler du nouveau gouvernement progressiste conservateur du Canada, dont je suis fier d'être membre, et des nouvelles directions que nous imprimons au pays pour revitaliser l'économie canadienne.

Comme vous avez pu le constater à la lecture des journaux, les événements se succèdent à un rythme très rapide à Ottawa ces jours-ci. Le Parlement a entamé ses travaux mardi dernier avec la lecture d'un discours du Trône où sont précisées certaines de nos grandes orientations: réconciliation nationale, renouveau économique et justice sociale. Jeudi, mon collègue Michael Wilson, le ministre des Finances, a présenté un exposé économique et fiscal qui établit les priorités et le ton de nos premiers efforts de reconstruction.

Nous disons essentiellement qu'il y a une nouvelle équipe à la tête du Canada. Nous savons où nous allons et nous savons comment nous y rendre. Nous entendons changer l'approche du gouvernement du Canada et nous entendons changer les politiques du gouvernement du Canada.

Quelques mots sur le contexte.

Les Canadiens sont un peuple fort et dynamique. Notre pays possède d'abondantes ressources naturelles. Nous bénéficions d'une excellente infrastructure économique élaborée sur une très longue période de temps. Notre imagination et notre sens de l'entreprise n'ont pas de limites. Nos perspectives de croissance sont très grandes.

Et pourtant, nos réalisations au cours de la dernière décennie ont été en deçà des attentes. Depuis cinq ans, notre performance économique n'est pas à la hauteur de notre potentiel. Il n'y a pas eu qu'une seule raison qui explique cette faiblesse. La volatilité des marchés internationaux y a contribué. Par contre, cette même volatilité a créé des occasions, qu'il fallait cependant saisir rapidement. L'évolution technologique a mis en relief le déclin de certaines de nos industries traditionnelles, mais par ailleurs a fait surgir de nouveaux défis qu'il faut relever, dès maintenant. La croissance rapide de notre population active a maintenu le chômage à des taux inacceptables, mais l'arrivée de sang neuf nous a également donné la possibilité d'une croissance forte et non inflationniste. Le Canada ne doit pas laisser passer de telles occasions.

Plusieurs de ces points vous sont familiers ici au Royaume-Uni. Nos deux pays sont confrontés à des situations et à des défis sensiblement similaires. La performance du

Canada tient en bonne part du fait que le gouvernement n'a pas su en venir aux prises avec les problèmes fondamentaux.

Le 4 septembre, les Canadiens sont allés aux urnes et ont dit que cela suffisait. Ils nous ont donné ce qui doit être considéré - et ce que nous considérons - comme étant un mandat sans équivoque en faveur du changement. Ce mandat reflète d'ailleurs le jugement pragmatique porté sur la performance et les problèmes économiques récents du Canada. Les Canadiens ont aussi vu un monde économique qui changeait rapidement. Ils ont voulu que leur pays suive le mouvement et exploite les possibilités de changement qui se présentaient.

Le processus de renouveau national exigera des consultations permanentes avec tous les secteurs de la société, y compris le monde des affaires, les syndicats, les consommateurs et les gouvernements provinciaux. Et pour réussir, il devra se fonder sur un consensus national et sur la coopération avec nos principaux partenaires économiques à l'étranger.

Le nouveau gouvernement est prêt à prendre l'initiative de ce processus de renouvellement. Nous entendons relever quatre défis.

D'abord, nous voulons mettre de l'ordre dans notre fiscalité. Nous avons comme tâche prioritaire de contrôler le déficit cette année et dans les années à venir. Notre objectif immédiat est de réduire le déficit par le biais de réductions des dépenses plutôt que par d'importantes augmentations d'impôts. Nous réalisons déjà des progrès. Grâce à l'examen des réductions de dépenses et des mesures de recouvrement des recettes, nous avons trouvé moyen de couper de 12 % le déficit projeté pour la prochaine année financière. Nous voulons au moins tripler ces économies d'ici 1990.

Deuxièmement, nous entendons redéfinir le rôle du gouvernement afin qu'il fournisse un meilleur cadre pour la croissance et la création d'emplois au Canada. Le rôle du gouvernement ne doit pas constituer un obstacle pour le monde des affaires. Le gouvernement doit plutôt créer un climat qui favorise le changement et l'innovation. Nombre d'industries canadiennes sont surrélementées et d'autres surprotégées, non pas seulement des importations mais aussi de la concurrence nationale. Nous devons changer cet état de choses. Des programmes conçus pour faciliter les investissements ne devraient pas avoir un effet de distorsion qui aille à l'encontre du résultat recherché. Nos politiques et nos programmes ne devraient pour envoyer les mauvais signaux à l'étranger, par exemple donner à entendre que le Canada se tourne sur lui-même et ne réserve

pas bon accueil aux investissements étrangers, notamment dans le secteur de l'énergie. Ce sont là des obstacles à la croissance.

Au fur et à mesure que le gouvernement réduit ses propres activités, il est essentiel que des mesures complémentaires permettent au secteur privé de prendre de l'expansion afin d'assurer une croissance durable et des emplois productifs. Pour atteindre ces objectifs, nous favoriserons le sens de l'entreprise au Canada. Nous réduirons le fardeau de la réglementation, non pas comme un fin en soi, mais pour libérer les énergies créatrices des individus et des sociétés et leur permettre d'expérimenter, d'innover et de fournir de meilleurs biens et services à des prix moins élevés.

Par conséquent, nous devons en troisième lieu établir un ensemble stable de politiques qui fournissent des encouragements appropriés à l'investissement et à la croissance. Non pas un "grand dessein" aux termes duquel le gouvernement décide quelles industries pourront croître et quelles industries devront mourir, mais plutôt des règles du jeu positives et fiables.

Enfin, nous devons opérer ces changements d'une façon juste et ouverte, qui soit conforme à la compassion, à la tolérance, et au sens de la justice qui caractérisent la société canadienne.

Ce sont là nos défis fondamentaux.

Mais j'aimerais traiter en peu plus en détail de deux secteurs particuliers, le commerce et les investissements, auxquels nous portons, vous et moi, un intérêt spécifique et direct.

Le commerce est vital pour le Canada tout comme il l'est pour le Royaume-Uni. Les exportations représentent près du tiers de notre revenu national. Environ deux millions de Canadiens travaillent dans des industries qui sont tributaires, directement ou indirectement, des exportations. Et pourtant notre performance commerciale est loin d'être à la hauteur. L'un des objectifs fondamentaux de mon gouvernement est de rétablir le Canada comme nation commerçante de premier ordre.

Nous savons aussi que nous ne pourrions obtenir et assurer l'accès aux marchés étrangers sans tenir compte des intérêts de nos partenaires commerciaux qui souhaitent avoir un accès équitable au marché canadien. Comme le Canada est le seul grand pays industriel sans libre accès à un marché

suffisant pour permettre des économies d'échelle substantielles, nous comprenons bien cette réalité.

Un consensus semble se dégager au sein d'un groupe de pays, où figurent en bonne place le Royaume-Uni et le Canada, en faveur d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales sous les auspices du GATT. Ces négociations seront l'occasion de réduire les obstacles au commerce et de resserrer la discipline quant à l'utilisation des mesures non tarifaires. Elles devraient aussi permettre aux nouveaux pays industriels et aux pays en développement de souscrire davantage aux obligations du commerce bilatéral. À titre de membres du Sommet économique, nous devons examiner prioritairement les préparatifs nécessaires pour une nouvelle série de négociations au sein du GATT, ainsi que les possibilités que pourraient offrir de telles négociations.

Par ailleurs, l'accueil réservé aux investissements étrangers est sur le point de devenir plus chaleureux. Nous savons tous que la croissance est tributaire des investissements et que le commerce et les investissements sont interreliés. Comme le Canada est un pays immense avec une population relativement faible, une majeure partie de nos capitaux doit venir de sources étrangères. C'est pourquoi nous apprécions tant le rôle important que les capitaux britanniques ont joué dans le développement économique de nos secteurs minier, forestier et de l'énergie ainsi que dans un large éventail d'industries manufacturières et de services.

Le Canada est fondamentalement un endroit intéressant pour l'investisseur étranger. Le pays est riche et productif. Il offre un climat économique attrayant pour l'entrepreneur qui recherche un taux de rendement élevé d'une activité productive.

Mon gouvernement a l'intention d'adopter une attitude plus positive à l'égard des investissements étrangers. Nous allons apporter des changements au Programme énergétique dit national. Ces changements viseront à apporter une réponse aux préoccupations exprimées par les investisseurs étrangers et canadiens relativement aux dispositions concernant le développement des régions pionnières du Canada et notamment l'application rétroactive de dispositions du PEN.

En outre, dans un très proche avenir, nous proposerons des changements fondamentaux à l'Agence d'examen des investissements étrangers. FIRA sera rebaptisée "Investissement Canada" et recevra un nouveau mandat: trouver, encourager et faciliter les investissements étrangers appropriés au Canada.

En somme, le Canada veut devenir un endroit où l'investisseur étranger trouvera plus intéressant. C'est là une offre, que je l'espère, vous pourrez difficilement refuser.

Permettez-moi maintenant quelques observations sur ce que suppose cette offre, à mon avis, pour les relations entre le Canada et le Royaume-Uni. J'ai discuté de ces points avec lord Lucas ce matin, et je compte faire de même avec le président du CBI, sir James Cleminson, lors de notre rencontre cet après-midi.

Les politiques que mon gouvernement mettra en place contribueront à instaurer un climat qui incitera les gens d'affaires canadiens et britanniques à multiplier leurs échanges. Outre qu'elles faciliteront l'investissement dans l'un et l'autre pays, ces politiques favoriseront un nombre plus grand d'entreprises en coparticipation et d'arrangements bidirectionnels de transfert de technologies, une collaboration plus étroite dans le cadre de projets en pays tiers, qui revêtent une importance si grande pour nos industries de biens d'équipement, et enfin une coopération accrue au niveau des nombreuses industries de services et de financement en pleine expansion.

Nous avons une base solide sur laquelle nous pouvons faire fond. Je suis impressionné par l'étendue des discussions axées sur la co-entreprise et des échanges technologiques dans les secteurs de l'aérospatiale, des communications et des transports urbains entre nos entreprises les plus grosses et les plus performantes.

Je suis tout aussi impressionné par la gamme de petites et moyennes entreprises qui, dans nos deux pays, procèdent à des échanges de technologie et collaborent entre elles pour tirer profit de leurs points forts respectifs sur les marchés mondiaux. Je crois que cette collaboration présente des possibilités énormes pour nos deux pays et qu'elle doit être activement encouragée et facilitée.

Je tiens également à vous assurer que les fournisseurs canadiens ont un engagement ferme vis-à-vis du marché du Royaume-Uni. Ils comptent demeurer des fournisseurs sûrs et compétitifs de produits de base industriels comme le papier journal, le minerai de fer, les métaux non ferreux, le bois d'oeuvre et le contreplaqué, ainsi que de denrées alimentaires comme les graines céréalières et le poisson. Nous espérons que nous continuerons d'avoir de nouvelles occasions de vendre des produits de deuxième transformation et des produits entièrement manufacturés, reflétant par là la solidité et la compétitivité internationale de la riche base de ressources du Canada.

J'aimerais en conclusion vous laisser ces quelques questions.

- Est-il besoin de revitaliser dans une certaine mesure les relations d'affaires entre le Canada et le Royaume-Uni?

- Nous connaissons-nous si bien et depuis si longtemps que nous avons peut-être tenu pour acquis les liens institutionnels qui unissent les gens d'affaires du Royaume-Uni et du Canada?

- Ne pouvons-nous faire fond davantage encore sur nos points forts respectifs?

- Existe-t-il de nouvelles façons de rapprocher encore plus le monde canadien des affaires et le monde britannique des affaires; des façons de soutenir les efforts des entrepreneurs; des façons de fournir des conseils d'intérêt général aux gouvernements respectifs?

Vous aussi êtes en droit de réclamer des relations plus étroites entre les gouvernements. Lord Lucas et moi avons eu une discussion très fructueuse ce matin. Nous croyons qu'ensemble nous pouvons vous fournir à vous, les gens d'affaires, le cadre de relations de gouvernement à gouvernement qui vienne épauler vos efforts en vue d'une coopération plus étroite.

Ensemble, nous devons relever le défi de l'ajustement structurel et de la productivité, du chômage et de la création d'emplois, d'une croissance plus rapide et mieux assurée et de la compétitivité internationale et nous devons nous pencher sur le rôle qui sied au gouvernement et sur la déréglementation, ainsi que sur les possibilités que nous offrent les nouvelles industries de haute technologie et les industries de services. Je crois que ces défis donnent par ailleurs à nos deux pays de nombreuses possibilités d'une collaboration fructueuse. J'espère que nous pourrons en profiter. Je sais que nos gouvernements respectifs feront tout en leur pouvoir pour veiller à ce que nos secteurs privés puissent tirer le maximum de ces occasions.

J'espère que mes propos auront été utiles, ou à tout le moins réassurants. Le Canada a maintenant une nouvelle équipe de gestion en place. Elle n'est pas exactement du même genre que celle que vous avez maintenant ici mais je crois que vous la trouverez très compétente. Compétente, réaliste et en prise directe sur les défis mondiaux que nous devons tous relever d'ici la fin du siècle.

L'invitation est lancée. Nous attendons
maintenant votre réponse.

Je vous remercie.